

La France, pays le plus socialisé d'Europe !



MICHEL GODET

L'auteur*, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, estime que la dépense sociale dans notre pays relève parfois du gaspillage et de l'assistanat.

Les projecteurs de l'actualité sont souvent braqués sur la dépense publique, qui, avec 57 % du PIB, atteint un sommet sans précédent.

En Allemagne, la dépense publique est de onze points inférieure à la nôtre, alors qu'en 1980 c'était presque l'inverse. L'explication de la différence réside pour l'essentiel dans les dépenses sociales, qui représentent en France 33 % du PIB, soit 7 points de plus qu'en Allemagne (26 %), de 4 à 5 points de plus que la Finlande ou la Suède. La France est devenue le pays le plus socialisé d'Europe.

Les dépenses sociales ont augmenté dans tous les pays entre 2007-2012. En période de crise, il est normal de panser les plaies. La France a accusé une augmentation de 3 points de PIB. Les autres pays développés ont fait comme nous, mais ils partaient d'un niveau plus bas et ont connu une dérive moindre, plutôt de l'ordre de 1 à 2 points de PIB pour l'Allemagne et la Suède.

En France, cette dépense sociale représente aujourd'hui 600 milliards d'euros, soit 58 % de la dépense publique, contre 33 % au début des années 1960. Elle est bien plus élevée que le budget de l'État : 400 milliards d'euros. Le périmètre de ces dépenses sociales est le suivant : près de 40 % pour la branche vieillesse, 28 % pour la santé, suivie par la branche famille, 10 %, et le reste pour le chômage, le logement, etc.

La dépense sociale est utile dans une

société avancée, soucieuse de corriger les inégalités trop fortes et de réduire la pauvreté. Un ménage est considéré comme pauvre si ses revenus sont inférieurs à 60 % du revenu médian, soit un peu moins de 1 000 euros en 2013 pour une personne seule. On sait qu'en augmentant ou en diminuant de 10 % ce seuil, on fait doubler ou diviser par deux le nombre de pauvres. Nombre de minima sociaux sont calés sur ce seuil de pauvreté.

Dans une société harmonieuse, la réduction des inégalités contribue à la qualité de vie et au « mieux vivre ensemble ». C'est ainsi que, sans les transferts sociaux, il y aurait en France

L'assistance sans contrepartie d'activité est une impasse qui maintient dans la trappe de pauvreté ceux qui y sont tombés. C'est ainsi que le RSA coûte de plus en plus cher : 10 milliards d'euros en 2013 !

presque deux fois plus de pauvres, 25 % de ménages au lieu de 13,5 %.

Une économie a besoin pour prospérer d'inégalités de revenus en fonction des talents et des compétences. Mais elle a aussi besoin de corriger ces inégalités par des transferts sociaux.

La politique sociale a ses vertus sous réserve d'être efficace dans ses choix et efficace dans ses moyens. Ainsi, l'assistance sans contrepartie d'activité est une impasse qui maintient dans la trappe de pauvreté ceux qui y sont

tombés. C'est ainsi que le RSA coûte de plus en plus cher : 10 milliards d'euros en 2013 !

Pour rendre la dépense sociale plus acceptable par la société civile, il faut impérativement lutter contre les gaspillages et les fraudes les plus scandaleux. Les sommes en jeu sont mineures par rapport à un déficit de la Sécurité sociale récurrent, qui sera de 16 milliards cette année. En cumul depuis la création de la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale), en 1996, le déficit s'élève à 135 milliards d'euros dont 46 seulement ont été amortis par la Cades, qui prélève à cette fin 8 milliards par

an, soit deux fois moins que le déficit de cette année. Il faudra sans doute reporter encore l'échéance de remboursement au-delà de 2025 et forcément trouver de

nouvelles recettes, c'est-à-dire lever de nouveaux impôts pour un jour effacer l'ardoise.

Il y a aussi les déficits de la branche vieillesse, qui sont de plusieurs milliards d'euros (les cotisations retraites des chômeurs ont un coût pour la collectivité), et certains reports sur la branche famille ont mis celle-ci en déficit à hauteur de 2 milliards d'euros. Il faut rappeler que ce dernier est artificiel puisqu'il vient des 3 milliards d'euros de dépenses de

majoration des retraites pour familles nombreuses, auparavant imputées à la branche vieillesse. C'est ainsi que l'on justifie la saignée des avantages (baisse du quotient familial) accordées aux familles nombreuses en réduisant de plus en plus la politique familiale à une simple politique sociale.

Le plus gros déficit revient à l'Assurance-maladie : 7 milliards d'euros, en raison surtout de l'organisation déficiente de notre système de santé, d'une surconsommation de médicaments, de pratiques médicales discutables : songeons aux médecins distributeurs automatiques d'arrêts de maladie. Ils sont bien connus par l'Assurance-maladie, mais personne n'a eu jusqu'ici le courage de les épingler et de les déconventionner après un ou deux rappels à l'ordre. C'est aussi plusieurs milliards d'euros qui pourraient être gagnés si tous les hôpitaux et cliniques se calaient sur les meilleures pratiques. À côté de cela, les « petits » scandales de l'AME (aide médicale de l'État), qui bénéficie notamment aux étrangers sans couverture sociale et représente 600 millions d'euros contre 75 au moment de sa création, en 1999, ou encore la suppression de la journée de carence dans la fonction publique (170 millions d'euros) paraissent mineurs. Finalement, c'est moins la dépense sociale qui est en cause que sa destination tournée vers l'assistance et trop permissive vis-à-vis des gaspillages.

* Auteur de « La France des bonnes nouvelles », Odile Jacob, 2013.